

**Arrêté portant délégation de signature à
M. Jérôme BOUDET
Responsable du Centre technique municipal
N° ARSG-2018-02**

Le Maire de la Commune de La Ravoire,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.2122-19 ;

VU le procès-verbal du Conseil municipal en date du 4 septembre 2017, relatif à l'élection du maire de la Commune de La Ravoire ;

CONSIDERANT que conformément aux dispositions de l'article L.2122-19 le maire peut donner, sous sa surveillance et sa responsabilité, par arrêté, délégation de signature aux responsables des services communaux ;

ARRETE

Article 1 :

Délégation permanente est donnée à Monsieur Jérôme BOUDET, fonctionnaire territorial né le 5 octobre 1981 à Fougères (35), responsable du Centre technique municipal, à l'effet de signer les devis et bons de commande pour les dépenses de fonctionnement suivantes, à hauteur maximum de 1 000 € TTC :

- Les achats de fournitures, produits et consommables divers en rapport avec le fonctionnement du Centre technique municipal ;
- Les achats de petits matériels et outillage nécessaires à l'entretien et au bon fonctionnement du Centre technique municipal ;
- Les petites réparations confiées à des prestataires extérieurs ;
- Les demandes d'interventions urgentes pour la mise en sécurité des bâtiments en cas de besoin ;
- Les commandes relatives à des réparations diverses liées au bon entretien des outils, véhicules et matériels divers du Centre technique municipal.

Article 2 :

Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié et notifié à l'intéressé selon les règles en vigueur. Ampliation en sera transmise à Monsieur le Préfet de la Savoie et à Monsieur le Comptable public assignataire. Les dispositions du présent arrêté sont applicables une fois ces formalités accomplies.

Fait à La Ravoire, le 5 avril 2018.

Le Maire
Frédéric BRET.



Pour notification et légalisation de signature,
Le

Jérôme BOUDET,
Responsable du Centre technique municipal.

Le présent arrêté, à supposer que celui-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Grenoble (2 Place de Verdun, Boîte Postale 1135, 38022 Grenoble Cedex) ou d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Maire, étant précisé que celui-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois.